

Communiqué de Presse

Zurich/Genève, le 1^{er} mai 2024

Enquête auprès des CFO : en dépit des risques géopolitiques, les entreprises suisses ont un état d'esprit positif, mais s'attendent à une baisse du nombre d'employés

Changement d'état d'esprit sensible chez les CFO suisses : comme le révèle la dernière enquête de Deloitte menée auprès des CFO, 56% d'entre eux s'attendent à une évolution positive de l'économie suisse (soit 15 points de pourcentage en plus par rapport à l'automne 2023) au cours des douze prochains mois. Les CFO se montrent également optimistes concernant l'avenir de leur entreprise. Cependant, un bon quart des personnes interrogées s'attendent à une baisse de leurs effectifs dans leur propre entreprise. Et c'est avec une certaine préoccupation que les responsables financiers scrutent les faits et gestes de partenaires commerciaux importants, comme la Chine et l'Allemagne. Dans le même temps, les CFO placent les multiples risques géopolitiques en tête du Baromètre des préoccupations.

Comme le révèlent les résultats de la dernière enquête auprès des CFO menée récemment par le cabinet d'audit et de conseil Deloitte Suisse, le moral des CFO suisses semble s'être repris de manière significative. Plus de la moitié des CFO interrogés (56%) jugent de manière positive ou très positive l'évolution de la conjoncture suisse pendant les douze prochains mois (41% à l'automne 2023), et environ 38% ont des attentes neutres en la matière (voir illustration 1). Les perspectives sont solides et positives, mais les CFO ne tombent pas dans l'euphorie. Les responsables financiers suisses portent un regard encore plus optimiste sur leur principal partenaire commercial, à savoir les États-Unis. En effet, 59% des CFO (41% à l'automne 2023) espèrent une évolution économique positive, voire très positive, aux États-Unis pendant les douze prochains mois.

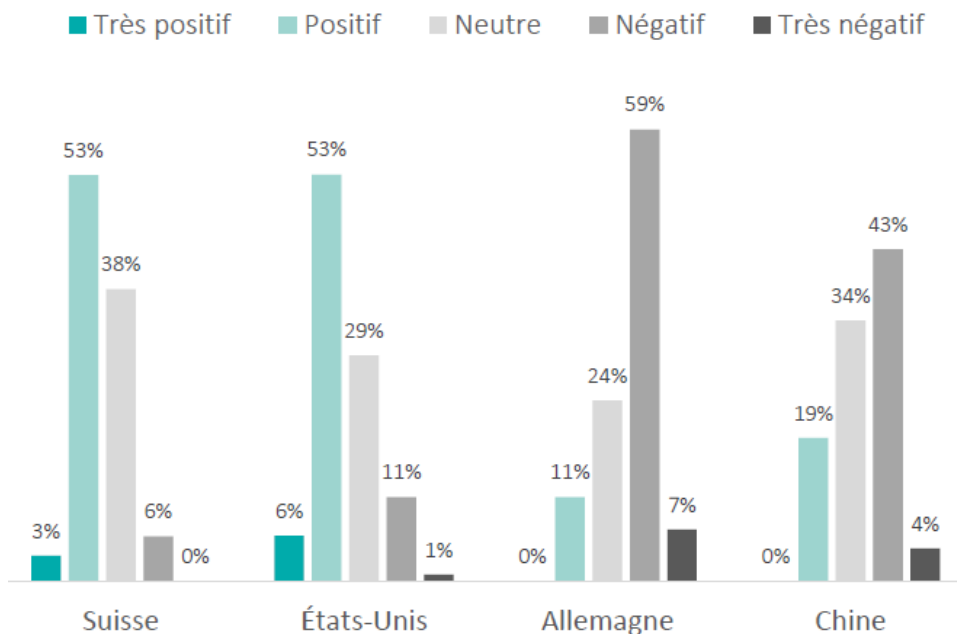


Illustration1 : Prévisions conjoncturelles pour la Suisse et ses principaux partenaires commerciaux

Ces attentes positives contrastent fortement avec l'évolution économique attendue en Allemagne (deuxième partenaire commercial) et en Chine. Une évaluation très négative ressort ainsi de l'enquête concernant l'Allemagne : 66% des CFO pensent que le pays connaîtra une évolution conjoncturelle négative ou très négative (65% à l'automne 2023). Les attentes concernant la Chine sont certes en légère amélioration, mais une partie significative des CFO interrogés (47%) s'attend aussi à une évolution négative ou très négative (65% à l'automne 2023). Une tendance se dessine alors, selon laquelle les perspectives concernant la Suisse et d'autres partenaires commerciaux majeurs s'améliorent, tandis que les prévisions pour l'Allemagne restent pratiquement inchangées, c'est-à-dire extrêmement pessimistes.

« Si les prévisions économiques négatives pour l'Allemagne se confirment, les exportations suisses devront se réorienter sur d'autres marchés. Les entreprises doivent mettre au point des modèles d'affaires flexibles qui peuvent s'adapter rapidement en fonction des circonstances. Une stratégie proactive de gestion des risques fondée sur une bonne diversification et une stabilité financière est décisive pour réduire notre dépendance vis-à-vis des marchés », indique Alexandre Buga, Associé Responsable Suisse romande pour expliquer ces résultats.

Les CFO s'attendent à une baisse du nombre d'employés

Les CFO ne cachent pas leur optimisme non seulement en ce qui concerne les bonnes perspectives économiques mais également en ce qui concerne les perspectives de leur entreprise. La moitié (50%) des personnes interrogées estiment que l'évolution de la situation de leur entreprise sera favorable pendant les douze prochains mois. Seulement 16% se disent être pessimistes. Ces chiffres sont similaires à ceux de l'enquête de l'automne 2023. Pour ce qui est des indicateurs de leur entreprise, les CFO interrogés se montrent aussi optimistes : 63% tablent sur une hausse de leur chiffre d'affaires, et 39% espèrent une augmentation des marges.

S'agissant de ces indicateurs, une exception notable se révèle toutefois : 27% des responsables financiers pensent que l'effectif de leur entreprise va baisser pendant l'année à venir, sous l'effet de licenciements ou de postes devenus vacants et qui ne seront pas pourvus. C'est la deuxième fois consécutive que ce pourcentage est en hausse. Alexandre Buga ajoute : « Si autant d'entreprises prévoient une diminution de leurs effectifs, c'est probablement aussi dû au fait qu'elles ne pensent pas trouver le personnel qualifié qu'elles recherchent dans un délai raisonnable. Pour de nombreuses entreprises, la pénurie de main-d'œuvre demeure un problème majeur. Néanmoins, les entreprises misent aussi de plus en plus sur l'intelligence artificielle et l'automatisation. Par conséquent, leur capacité d'embauche est revue à la baisse, et les effectifs tendent à diminuer. » Cette tendance se reflète également dans les chiffres actuels du Secrétariat d'État à l'économie (SECO) : l'année dernière, le nombre de postes vacants a baissé, et le SECO prévoit une légère hausse du taux de chômage pour 2024.

Les risques géopolitiques bondissent à la première place

Conflit au Proche-Orient, guerre en Ukraine, tensions entre Taïwan et la Chine, issue incertaine des prochaines élections présidentielles américaines : ce sentiment d'insécurité croissante se traduit également dans le Baromètre des préoccupations indiquant les principales inquiétudes des entreprises. Par rapport à l'automne 2023, les risques géopolitiques ont progressé de neuf places et occupent désormais la tête du classement. Les inquiétudes liées à la faiblesse de la conjoncture ou de la demande (2^e place) ainsi qu'à la pénurie de main-d'œuvre (3^e place) ont légèrement reculé au classement. Même si les intentions d'embauches vont diminuer jusqu'à l'automne 2024, trouver du personnel qualifié dans un délai raisonnable reste un défi pour les entreprises.

Les réglementations ESG, une autre source de préoccupation

Dans le top 10 des préoccupations, nous trouvons, directement à la quatrième place, le thème de la réglementation, qui donne des soucis à de nombreux responsables financiers. Dans ce contexte, les CFO ont indiqué pour la première fois les réglementations en matière de développement durable (reporting ESG). « La hausse du nombre de directives réglementaires et la diversité de ces dernières entraînent non seulement un surcroît de travail en matière de compliance, mais aussi des coûts supplémentaires pour les entreprises. La mise en œuvre et la surveillance des réglementations en matière de développement durable requièrent des ressources et investissements importants. L'enquête révèle que de nombreux CFO y voient un conflit d'objectifs car ils doivent à la fois garantir la compliance et atteindre les objectifs de leur entreprise. Dans un environnement réglementaire à la fois complexe et très dynamique, il est donc souhaitable que les entreprises mettent en place une structure de gouvernance solide et s'informent régulièrement des dernières nouveautés réglementaires pour minimiser les risques et saisir les opportunités », confie Alexandre Buga.

1	Risques géopolitiques	▲9
2	Faiblesse de l'économie et de la demande	▼-1
3	Pénurie de main-d'oeuvre	▼-1
4	Réglementation	▲11
5	Risques de change	○0
6	Pression sur les prix / les coûts / les marges	▼-2
7	Problèmes internes à l'entreprise	○0
8	Cybersécurité	▲1
9	Politique monétaire / taux d'intérêt	▼-3
10	Problèmes de chaîne d'approvisionnement / disponibilité des matières premières	▲1

Illustration 2 : Risques menaçant les entreprises du point de vue des CFO suisses.

Les CFO estiment que la situation économique et celle de la politique monétaire se sont stabilisées : les risques liés au taux de change et les taux d'intérêt font certes encore partie du top 10, mais les inquiétudes concernant une inflation persistante sont sorties du classement. En moyenne, les CFO prévoient un taux d'inflation stable de 1,5% sur douze mois et de 1,4% sur 24 mois, soit un résultat bien inférieur au seuil des 2%, ce qui implique donc une stabilité des prix.

Concernant l'enquête auprès des CFO de Deloitte

[La 47^e enquête menée par Deloitte auprès des CFO en Suisse](#) a été réalisée en ligne du 5 mars au 5 avril 2024. 121 CFO de tous les secteurs et travaillant dans des entreprises cotées et non cotées y ont participé. L'enquête européenne auprès des CFO est menée dans plusieurs pays, dont la Suisse. Les résultats des enquêtes nationales sont agrégés et devraient être disponibles à partir du mois de mai.



Suivez [@DeloitteCH](#) sur Twitter !

Contact : [Michael Wiget](#)

Responsable Communication Externe

Tél. : +41 58 279 70 50

E-mail : mwiget@deloitte.ch

Contact : [Kevin Capellini](#)

External Communications Specialist

Tél. : +41 58 279 59 74

E-mail : kcapellini@deloitte.ch

[Deloitte Suisse](#)

Deloitte offre des services intégrés en Audit & Assurance, Consulting, Financial Advisory, Risk Advisory et Tax & Legal. Nous associons notre vision et nos capacités d'innovation dans de multiples disciplines à notre connaissance du monde des affaires et de l'industrie pour accompagner nos clients dans leur trajectoire vers l'excellence, partout dans le monde. Avec environ 3'000 collaborateurs répartis sur les sites de Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Lugano et Zurich (siège), Deloitte propose ses services à des entreprises et à des institutions de toutes formes juridiques et de toutes tailles, opérant dans tous les secteurs d'activité.

Deloitte SA est une filiale de Deloitte North and South Europe (NSE), société affiliée de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (DTTL) qui emploie plus de 460'000 collaborateurs dans plus de 150 pays.

Lisez [d'autres communiqués de presse](#), contactez [les personnes de l'équipe communication](#) ou visitez le [site web de Deloitte Suisse](#).

Note à la rédaction

Dans le présent communiqué de presse, la désignation Deloitte fait référence aux filiales suisses de Deloitte NSE LLP, une société affiliée de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (DTTL), une « UK private company limited by guarantee » (une société à responsabilité limitée de droit britannique). DTTL et son réseau de sociétés affiliées forment chacune une entité juridique indépendante et séparée. DTTL et Deloitte NSE LLP ne fournissent pas elles-mêmes de services aux clients. Pour une description de la structure juridique de DTTL et de ses sociétés affiliées, veuillez consulter le site www.deloitte.com/ch/about.

Deloitte SA est une société d'audit agréée et surveillée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR) et par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

Les informations contenues dans ce communiqué de presse étaient correctes au moment de l'envoi.



© 2024 Deloitte SA

© 2024 Deloitte SA